

Tunis, Tunisie, 12 octobre (Infosplusgabon) - La décision de la Tunisie de supprimer le visa pour les ressortissants de plusieurs pays d'Afrique subsaharienne et sa volonté de porter le nombre d'étudiants africains dans les universités tunisiennes à 20.000 d'ici 2020, marquent la détermination de Tunis de s'ouvrir davantage vers sa profondeur naturelle qu'est le continent africain, notent les observateurs de la politique étrangère de la Tunisie.

En effet, Tunis a récemment décidé de supprimer le visa pour les ressortissants de plusieurs pays d'Afrique subsaharienne dont le Burkina Faso, le Sénégal, le Mali, le Niger, la Côte d'Ivoire, la Rd Congo, la République du Congo, la Centrafrique, les Seychelles, le Gabon, l'Angola.

Cette décision a été immédiatement suivie de la volonté déclarée par le Premier ministre tunisien, Youssef Chahed, que la Tunisie portera à 20.000 étudiants africains dans les universités tunisiennes d'ici à 2020.

Les autorités tunisiennes souhaitent, en même temps, relever le volume des échanges commerciaux avec les différents pays du continent pour les porter à un milliard de dollars tout en renforçant la moyenne des investissements à environ 8,3% du produit intérieur brut d'ici 2020, sachant que les exportations de la Tunisie vers le reste de l'Afrique ne dépassent pas actuellement 3% de la totalité des exportations du pays.

Selon les statistiques fournies par l'Institut national tunisien de la Statistique et le ministère de l'Agriculture, les exportations tunisiennes sont essentiellement de produits agricoles dont notamment l'huile d'olive et les dattes.

La Tunisie a, en effet, occupé la première place mondiale en 2015 pour les exportations de l'huile d'olive avec 300.000 tonnes pour un montant total de 667 millions de dollars.

Il en est de même pour les dattes dont les quantités exportées pour la saison 2015-2016 par la Tunisie, ont atteint 110.000 tonnes pour une valeur estimée à 210 millions de dollars.

La Tunisie veut aussi s'ouvrir davantage vers le reste du continent en faisant valoir son expertise dans plusieurs domaines, notamment ceux touchant les technologies de communication, l'industrie médicale, l'enseignement supérieur et l'agriculture.

Mais, comme l'a souligné l'ancien ministre tunisien des Finances, Hakim Ben Hammouda, la réussite de la nouvelle politique de la Tunisie vers l'Afrique nécessite le soutien de trois fondements :

Le premier concerne la mentalité qui doit être à la base de cet engagement. Les autorités tunisiennes doivent être convaincues des bénéfices qu'elles vont tirer des expériences des pays africains au sud du Sahara, ce qui est moins d'être le cas présentement.

Au contraire, la mentalité qui prévaut jusqu'à présent en Tunisie est dominée par l'idée de pénétrer les marchés africains uniquement pour vendre et tirer des bénéfices immédiats sans réfléchir sur les possibilités de constituer des partenariats sur le long terme qui sera bénéfique aux deux parties, a-t-il déploré, affirmant la nécessité pour les autorités tunisiennes de se débarrasser de cette vision pour adopter celle qui consiste à se présenter comme partenaire stratégique convaincu de faire profiter de son expérience mais aussi de bénéficier de l'expérience des autres.

Le deuxième fondement, selon M. Hammouda, est politique et stratégique, affirmant qu'en dépit de la volonté toujours exprimée par les Institutions de l'Etat et le discours officiel de prendre en compte l'espace africain "dans notre politique extérieure", cette volonté est restée malheureusement dans le domaine des slogans. Cette volonté doit nécessairement être traduite dans la réalité et transformée en stratégies et programmes palpables, a souligné l'ancien ministre tunisien des Finances.

Le troisième fondement est structurel et concerne le travail des institutions chargées des relations économiques extérieures de la Tunisie comme le commerce, l'investissement pour lesquels, Tunis doit reconsidérer son orientation pour faire de l'Afrique une destination stratégique importante.

Evoquant cette volonté de la Tunisie de s'ouvrir davantage vers le reste du continent, l'avocat burkinabè et professeur de droits à Tunis, Adama Bakari (46 ans) a salué, dans un entretien avec PANAPRESS, la décision de la Tunisie de supprimer le visa entre son pays et la Tunisie, affirmant que cette mesure, prise dans le cadre d'une vision juste, a facilité l'accomplissement des démarches liées à sa vie personnelle en Tunisie, notamment en ce qui concerne le renouvellement de sa carte de séjour dont la validité ne dépassait pas quelques mois à cause de la routine bureaucratique.

La décision du Premier ministre tunisien de lever des obstacles imposés à l'entrée des ressortissants de plusieurs pays africains est un grand pas positif salué à la fois par les Tunisiens et les Burkinabés qui y voient une volonté de renforcer la coopération économique et la circulation des personnes entre les deux pays, au bénéfice des processus de développement dans différents domaines.

Il a indiqué qu'il a achevé, en 1990, ses études supérieures dans l'une des universités de la Tunisie où il s'est bien intégré mais, a-t-il expliqué, "la suppression du visa a eu un effet positif pour son séjour tunisien, se sentant plus libre surtout que le fardeau lié aux démarches administratives liées au séjour ou au déplacement est ainsi levé.

La suppression du visa permettra aussi de faciliter le regroupement des membres de sa famille. Son épouse et ses enfants restés au Burkina Faso peuvent désormais le rejoindre quand ils le souhaitent, s'est-il réjoui, indiquant qu'il veut s'installer en Tunisie avec sa famille.

Désormais, avec toutes ces mesures, la Tunisie peut-t-elle pour autant prendre une place effective dans la carte politique et économique en Afrique et corriger plus de 40 ans d'absence et de marginalisation des affaires africaines sur fond de grande rivalité internationale?

En effet, depuis son accession à la souveraineté internationale en 1956, les élites politiques tunisiennes ont privilégié leurs relations politique, économique et culturelle avec l'Europe, notamment avec la France.

Le terme, appartenance à l'espace méditerranéen, de la Tunisie s'est imposé dans le pays, au lendemain de l'indépendance, traduisant clairement des choix politiques qui ont marginalisé l'appartenance du pays au continent africain.

Malgré le fait que le premier président de la Tunisie, Habib Bourguiba à été aux cotés des dirigeants historiques du continent comme Kwame Nkrumah, Houphouët Boigny, Léopold Sedar Senghor et Gamal Abdel Nasser lors de la création, le 15 mai 1963, de l'Organisation de l'Unité africaine (Oua), il n'en demeure pas moins que la Tunisie n'a jamais concrétisé, dans ses initiatives, son espace naturel qu'est l'Afrique à l'exception du périple africain effectué en 1965 par le Président Bourguiba qui l'avait conduit dans huit pays en Afrique de l'Ouest pendant cinq semaines.

Mais, cette considération accordée à l'époque au continent africain, a vite disparu pour laisser la place à une attention particulière dirigée vers l'Europe, continent qui a retenu l'attention de la politique de la Tunisie aux plans économique, commercial, financier, culturel et touristique, donnant, pendant toutes ces années, la priorité absolue aux rapports avec la France, l'Allemagne et l'Italie.

Trois facteurs semblent expliquer ce choix de la Tunisie de se tourner davantage vers le nord au détriment du sud dont le premier concerne l'héritage colonial.

Les élites tunisiennes qui se sont succédé à la tête du pays, nourries de la culture francophone, n'ont jamais pu ou n'ont jamais voulu se débarrasser de cet héritage en donnant au fil des ans la priorité absolue aux relations de leur pays avec la France.

Le deuxième facteur est relatif aux aides économiques et de développement des pays européens dont la Tunisie avait besoin, et ce à cause du manque de ressources naturelles comme le pétrole auquel elle faisait face et de la présence d'une forte communauté tunisienne composée de milliers de personnes en Europe.

Le troisième facteur est lié à la mentalité qui prévaut dans le milieu intellectuel de la Tunisie, considérant l'Afrique un continent où règnent les maladies et l'analphabétisme.

Sur la base de ces trois facteurs, la présence diplomatique et économique tunisienne en Afrique est restée, depuis son indépendance, marginale.

Ainsi, seules huit ambassades ont été ouvertes dans les capitales africaines. Il s'agit de Bamako, Dakar, Yaoundé, Abidjan, Kinshasa, Abuja, Addis-Abeba et Pretoria.

Cette représentation diplomatique est très modeste comparée à celles des pays comme l'Egypte, la Libye, l'Algérie et le Maroc.

Les secteurs des transports maritime et aérien tunisiens ont aussi été très faiblement présents en Afrique car quatre lignes aériennes fonctionnent vers Bamako, Dakar, Ouagadougou et Abidjan.

Mais la question qui taraude les esprits est : pourquoi ce réveil tardif enregistré en Tunisie depuis 2013 concernant l'importance de sa profondeur africaine ou sa décision de s'ouvrir aux pays africains, après de longues années d'absence et de marginalisation du continent ?

Une lecture de la réalité, même si elle intervient tardivement, des transformations politique et économique du monde et la destination africaine de plus en plus prisée par d'autres pays grâce à la croissance importante enregistrée dans le continent, constituant ainsi un énorme et prometteur marché, ont été les principaux facteurs du réveil des Tunisiens de leur "léthargie".

S'y ajoute la crise en Libye, pays vers lequel, de nombreuses industries tunisiennes exportaient et depuis quelques années ce marché est devenu étroit pour les entreprises tunisiennes dont plusieurs sont présentement à l'arrêt.

On peut aussi citer comme raison de la tendance prise par la Tunisie pour s'ouvrir davantage vers le reste du continent, les obstacles auxquels l'économie de la Tunisie est confrontée dans le cadre de l'Union du Maghreb arabe, sans compter la chute des prix du pétrole et ses conséquences sur le marché algérien, faisant reculer les exportations tunisiennes vers l'Algérie.

Il faut aussi souligner que le commerce inter-maghrébin n'a jamais dépassé 3% comparé aux échanges avec le reste du monde notamment avec l'Union européenne.

Les Tunisiens avaient accordé une grande importance à la "Conférence internationale pour l'investissement -Tunisie 2020", organisée à Tunis le 29 novembre 2016 avec la participation de plusieurs chefs de gouvernements, des délégations officielles, des hommes d'affaires, des

investisseurs et des représentants d'entreprises tunisiennes et étrangères. Mais, cette rencontre, malheureusement n'a pas donné les résultats escomptés.

De cet échec, est partie l'ouverture vers l'Afrique avec l'expression "la diplomatie économique" qui ne cesse d'occuper l'esprit des autorités tunisiennes lors des rencontres politique et économique qui se tiennent en Tunisie ou à l'extérieur.

A la suite de cette prise de conscience de l'importance, du marché africain, pour la Tunisie, des visites, effectuées par des responsables et hommes d'affaires tunisiens, se sont multipliées dans plusieurs pays africains pour lancer la présence de la Tunisie en Afrique sur fond de course entre différents États européens, asiatiques et du Moyen-Orient, tous intéressés par le marché prometteur du continent.

Ainsi, l'ancien président tunisien, Mohamed Mouncef Marzouki a effectué un périple africain en juin 2014 qui lui avait conduit au Tchad, au Niger et au Gabon.

Le même mois, les autorités tunisiennes ont organisé à Tunis une grande conférence axée sur le thème "la Tunisie et l'Afrique au sud du Sahara: vers une stratégie d'intégration durable" avec la participation de 32 pays, rappelle-t-on.

Après l'élection présidentielle de 2014, le président élu, Béji Caïd Essebsi, s'est rendu, en janvier 2015 à Addis-Abeba pour prendre part au Sommet de l'Union africaine au cours duquel il a affirmé la volonté de la Tunisie de reprendre sa place et ses relations historiques, politiquement, économiquement et culturellement avec les pays africains, tout en rattrapant le retard accusé par ces relations pendant des années, empêchant aux deux parties de nouer un partenariat efficace.

En avril 2017, le Premier ministre tunisien, Youssef Chahed, à la tête d'une délégation composée de plusieurs ministres et près de 82 hommes d'affaires, a visité le Mali, le Niger et le Burkina Faso dans le cadre d'une stratégie pour s'ouvrir le marché prometteur africain qui peut offrir de nouveaux horizons aux compétences tunisiennes dans différents domaines.

Ce périple africain a été précédé par une autre visite du Premier ministre tunisien au Soudan où il avait signé 22 accords et mémorandums d'entente avec Khartoum.

La Tunisie met l'accent dans sa politique d'ouverture actuelle sur plusieurs pays en attendant d'ouvrir d'autres ambassades et bureaux commerciaux et lancé des lignes aériennes et maritimes avec d'autres pays du continent.

Géographiquement, on peut catégoriser ces pays comme suit :

Afrique de l'Ouest : Sénégal, Côte d'Ivoire, Mali, Niger, Burkina Faso, Gambie et Guinée;

Afrique centrale: Tchad, Cameroun, Centrafrique, Rd Congo et Gabon;

Afrique de l'Est : Soudan

Concernant l'Afrique de l'Est et du Sud, la Tunisie se prépare de lancer des négociations pour adhérer au Marché commun de l'Afrique orientale et australe (Comesa) lors de la rencontre prévue au courant de ce mois d'octobre, signale-t-on.

Si la Tunisie est acceptée par les pays membres, elle sera le 20ème membre du Comesa, ce qui va contribuer à renforcer les exportations tunisiennes vers cette partie du continent où les produits tunisiens seront exonérés des taxes douanières.

Mais, cette diplomatie économique nécessite des préalables pour sa réussite, c'est pourquoi, le ministère tunisien des Affaires étrangères a ouvert deux nouvelles ambassades au Kenya et au Burkina Faso en plus de cinq bureaux commerciaux dans les pays au sud du Sahara.

La compagnie aérienne de Tunisie, TunisAir a, de son côté, annoncé l'ouverture de 12 nouvelles lignes entre 2016 et 2017 vers des capitales africaines dont Niamey, Khartoum Lagos, N'Djamena, Kinshasa, Brazzaville, Douala, Cotonou et Libreville, alors que le ministère tunisien du Commerce et de l'Industrie avait annoncé, en juin dernier, l'ouverture d'une ligne maritime directe vers des pays africains au sud du Sahara.

L'entrée des entreprises tunisiennes dans le marché africain est encore confrontée à des obstacles de financement et des garanties de la part des structures financières, a souligné, à cet égard, le président de la Fédération nationale tunisienne des entrepreneurs de bâtiments et des travaux publics, Chokri Idriss.

Les entreprises tunisiennes présentes actuellement en Afrique sont estimées entre 20 et 25 sociétés, présentes essentiellement en Côte d'Ivoire, au Cameroun, au Mali et au Togo, a-t-il précisé.

© Copyright Infosplusgabon